



1er Mai 2014

Mobilisation solidaire internationale de tous les travailleurs

Les élections municipales ont montré une abstention très forte et la progression des thèses de l'intolérance, du racisme et de la régression sociale. Les résultats ne font que confirmer la déception de beaucoup face aux politiques d'austérité, d'attaque contre les migrant-e-s ... menées par le gouvernement qui génèrent désespoir et désillusions.

Le vote pour l'extrême droite ne peut pas être une réponse aux problèmes de chômage, de pouvoir d'achat, de précarité. Les thèses du Front National n'ont pas changé, elles sont en réalité tournées contre les salarié-e-s et les organisations qui les représentent. Les arguments traditionnels de l'extrême droite, basés sur le rejet des étrangers et des plus démunis, sur le racisme et l'exclusion, les valeurs réactionnaires de l'insécurité, les inégalités femmes-hommes, les discriminations sont au centre des discours des candidats « bleu marine ».

Pour le progrès social, mettons les pieds dans le plat !

De l'argent, il y en a dans les poches du patronat, dans les coffres des possédants, dans les banques, ici ou dans les paradis fiscaux, sur les marchés financiers partout dans le monde. Il circule, il se cache, il est surabondant. C'est cet argent qui ne va pas à l'investissement productif, au logement, au développement des services publics, à la protection sociale. C'est cet argent qui manque en fin de mois aux salariés condamnés aux petits salaires, au chômage, aux petites retraites, aux minima sociaux.

Partout, on nous dit que nous coûtons trop cher ! Mais c'est nous qui, par notre travail, créons la richesse !

Alors oui, il est temps que les salariés mettent les pieds dans le plat !

Construire l'unité des salarié-e-s pour faire re-naître l'espoir

Partout, la même politique d'austérité et la restriction des droits démocratiques est imposée aux salariés et aux populations. Elles aggravent la crise, plongent les peuples dans la misère et provoquent la récession notamment dans toute la zone euro.

Pour être plus fort, il faut se rassembler !

Les salariés doivent construire leur unité avec leurs organisations syndicales depuis leur lieu de travail jusqu'à l'échelle mondiale.



MANIFESTATIONS : MERCREDI 1^{er} MAI

DOLE : 10 H 30 - Avenue de Lahr

LONS : 10 H - Place de la Liberté

Salariés , dans le monde entier nos intérêts sont communs !

Pour relancer la croissance économique,

il faut satisfaire nos revendications !

- **Augmentation des salaires :** En France, le salaire minimum d'embauche d'un jeune sans diplôme doit être porté à 1700 euros. C'est à partir de ce salaire minimum que nous reconstruirons partout des grilles salariales. Ce sont les salaires qui alimentent les caisses de la protection sociale pour la santé, la retraite, l'assurance chômage. Partout dans le monde il faut un salaire minimum pour empêcher le dumping social généralisé.
- **Arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois :** Nous refusons la mise en concurrence des sites, des salariés entre eux dans les différents pays. Tous les travailleurs et les entreprises en souffrent ! Les banques, les financiers doivent être contraints de diriger l'argent vers l'investissement productif créateur d'emplois. Nous exigeons des mesures immédiates pour arrêter de brader les outils de production mais au contraire pour développer l'appareil productif et permettre une reconquête industrielle.
- **Défense des Services Publics et arrêt des réformes en cours :** Dole, la volonté de l'Agence Régionale de Santé de transférer le service de réanimation à une clinique privée remet en cause, l'accès à un service public de soin de qualité et de

proximité. Dans les écoles, les collèges de notre département, les effectifs dans les classes ne cessent d'augmenter remettant en cause là aussi un service public de qualité et de proximité. Et en plus il faudrait encore faire 50 milliards d'économie sur les services publics !

- **Maintien du financement des allocations familiales par la cotisation employeur ; retour à la retraite à 60 ans à taux plein par l'abrogation des régressions opérées depuis 1993 ...** Notre syndicalisme a été créateur de notre sécurité sociale, de nos retraites par répartition, de l'assurance maladie, des allocations familiales, de l'assurance chômage. Non seulement nous les défendons mais nous proposons de les étendre. C'est à cette protection sociale qu'aspirent les travailleurs en Chine, au Bangladesh, en Amérique latine et dans tant de pays. C'est aussi à un droit du travail protecteur pour les salariés. Or le droit du travail est attaqué. La remise en cause des droits des privé-e-s d'emploi continuent. De la flexibilité, du dumping social, des chantages patronaux il y en a déjà trop !

MANIFESTATIONS :

MERCREDI 1^{er} MAI

DOLE : 10 H 30 - Avenue de Lahr
LONS : 10 H 30 - Place de la Liberté

Le Grand Marché Transatlantique: nous n'en voulons pas !

Depuis juillet 2013, l'accord libréchangiste TAFTA est négocié dans le plus grand secret en dehors du cadre démocratique, par des représentants non-élus. Cet accord vise à imposer « l'élimination, la réduction ou la prévention de politiques nationales superflues ». C'est une remise en cause flagrante de la souveraineté des peuples à établir ses propres lois et ses normes de sécurité sanitaire.

Les bonnes raisons de stopper TAFTA (Trans-Atlantic Free Trade Agreement)

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : Nos normes plus strictes que les normes américaines pourraient être condamnées comme «barrières commerciales illégales».

GAZ DE SCHISTE : La fracturation hydraulique pourrait devenir un droit pour les sociétés qui pourraient exiger des dommages et intérêts auprès des nations qui s'y opposent.

EMPLOI : Les entreprises souhaitant délocaliser dans les états concernés par le projet TAFTA où les salaires sont inférieurs, seraient protégées. L'Inspection et le code du travail devenant illégaux, plus de préavis de licenciement.

SANTÉ, RETRAITES : Les médicaments pourraient être

brevetés plus longtemps, les groupes pourraient bloquer la distribution des génériques. Les services d'urgence pourraient être privatisés. Les

assurances privées pourraient attaquer en justice les CPAM pour concurrence déloyale. Les retraites par répartition pourraient être démantelées.

SERVICES PUBLICS : Le TAFTA limiterait le pouvoir des états à réglementer les services publics tels que : services à la personne, transports routiers, ferroviaires, etc.

ENSEIGNEMENT : Les universités privées pourraient attaquer en justice l'Éducation nationale pour concurrence déloyale.

Pour en savoir plus, 2 réunions sont programmées

par le collectif STOP-TAFTA du Jura

Avec Frédéric Viale d'ATTAC

lundi 23 avril à Lons,

mardi 24 à St Claude.

